Point de vue

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1977)**

Heft 433

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

POINT DE VUE

Esclaves de l'expansion

Nous publions ce « point de vue » de Pierre Lehmann parce qu'il situe bien certains des problèmes majeurs de l'heure au chapitre des choix de société. Les thèses exposées exigent cependant une réponse; c'est la contribution d'A. Gavillet qui suit. Nos colonnes vous restent ouvertes... (Réd.)

L'Etat centralisateur a peu de la récession. Si celle-ci devient suffisamment aiguë le pouvoir risque en effet de se diluer. Les voisins risquent de faire connaisasnee, voire de s'entraider. Ils risquent aussi de s'apercevoir qu'on peut résoudre beaucoup de problèmes à l'échelle de petites communautés, que cela peut être tout aussi efficace que de déléguer ses compétences et une partie de sa liberté à des autorités lointaines, neutres et inconnues autrement que par le compte rendu de leurs activités que la presse fournit quotidiennement au bon peuple.

Il n'est donc pas étonnant que la récession soit dépeinte par les autorités comme une calamité à éviter à tout prix. Il est vrai que le système étatique centralisateur a tout fait pour qu'une récession fasse peur. Les emplois ne sont guère distribués que par des administrations ou des grandes entreprises. Quand la conjoncture devient difficile on assiste même à des regroupements tendant à amplifer la centralisation et éloigner de plus en plus le citoyen des quelques potentats, de moins en moins nombreux, mais de plus en plus puissants, qui décident pour lui de quoi demain sera fait. On s'est arrangé pour que tout le monde soit assuré de manière parfaitement abstraite et impersonnelle auprès de grandes organisations. Le citoyen a ainsi délégué sa sécurité à des fantômes lointains qui son censés gérer ses économies au mieux de ses intérêts. Il ne vient plus à l'idée de personne que l'assurance pourrait aussi résider dans le soutien que l'on peut attendre de la famille, des amis ou des voisins.

Tout l'édifice est tributaire de l'expansion. Il est fragile car cette expansion s'alimente d'un commerce effréné de biens. N'importe quels biens : armes, gadgets, matière première, énergie. Peu importe ce que l'on échange, pourvu que cela soit beaucoup et représente des sommes importantes, en accroissement chaque année. On fait semblant de croire que cela pourra toujours continuer. Mais cette fuite en avant devra bien cesser une fois.

Il faut donc souhaiter que la récession vienne le plus vite possible. Toute diminution de l'expansion économique, du produit national brut est un espoir que le retour à un mode de vie plus raisonnable et plus humaine soit amorcé. Un retour à une plus grande responsabilité de l'individu vis-à-vis de ceux avec lesquels il vit, ceux auxquels il peut aider concrètement. Cela s'accompagnera aussi d'une diminution des besoins en produits de grande consommation. Produits destinés d'abord à amplifier un chiffre d'affaire, pas à satisfaire un besoin réel. En particulier on consommera moins d'énergie, car, comme l'a très bien dit Elmar Lederegger au récent congrès socialiste de Brug sur l'énergie : « Moins il y a de chaleur humaine plus grande est la consommation d'énergie ».

On voudrait nous faire croire que nous devons construire davantage de routes, blocs de béton, voire centrales nucléaires, pour maintenir ou même éventuellement créer des places de travail. C'est confondre la fin et les moyens. S'il n'y a pas de nécessité pour une certaine activité, comme construire des maisons inhabitées par exemple, alors il ne faut pas exercer cette activité. Si cela doit vraiment créer du chômage, il faut l'accepter. Et se demander comment se répartir le travail *à faire* de manière plus judicieuse pour que tout le monde puisse y participer.

P. Lehmann

Un totalitarisme à rebours

Dans sa volonté de mettre en cause la société de consommation, Lehmann ne craint pas la provocation verbale. Il utilise le mot « récession », là où d'autres auraient parlé de « croissance zéro »; il ne se contente pas de rêver à des changements qualitatifs, il renonce expressément à faire du plein emploi une exigence indiscutable.

Sans entrer dans le jeu de la provocation verbale et pousser de hauts cris pour un mot, disons que la démarche de Lehmann est inacceptable pour trois raisons essentielles.

— La critique de la société de consommation est sommaire. On oublie l'émancipation réelle qu'elle a rendu possible. La machine à laver a changé pour une bonne part, et plus que beaucoup de phraséologie, la condition féminine. La grande consommation a signifié aussi démocratisation de ce qui était jadis produit de luxe élitaire. Enfin, l'Europe, pour ne parler que de ce continent privilégié, connaît encore des inégalités telles que des milliers d'hommes et de femmes vivent la sous-consommation.

— Toute la démonstration de Lehmann repose sur un acte de foi idéaliste. Quand tout sera moins facile, on redécouvrira la solidarité, dit-il. C'est vraisemblable pour une moitié. De nouveaux égoïsmes, de nouvelles agressivités, des tensions non contrôlées sont tout aussi prévisibles.

— Enfin, la démarche est contradictoire avec l'intention sincère de voir les hommes moins dépendants des grandes institutions centralisées. Car au lieu de frayer un nouveau chemin par des initiatives venant d'en bas, de nouvelles communautés, de nouveaux styles de vie, Lehmann rêve d'un raccourci totalitaire où la contrainte économique obligerait, d'en haut, chacun à s'inventer une nouvelle vie de solidarité. Les contraintes sous-jacentes à la société de grande consommation, il les retourne en négatif.

Substituer abstraitement au gavage, le régime sec, c'est maintenir la dépendance et non créer la liberté.

A. G.